



**RÉUNION DU GROUPE DE SOUTIEN
ET DE SUIVI SUR LA SITUATION AU MALI**

**BAMAHO, MALI
LE 19 OCTOBRE 2012**

CONCLUSIONS

CONCLUSIONS

1. Le Groupe de soutien et de suivi sur la situation au Mali s'est réuni à Bamako, le 19 octobre 2012, dans le prolongement de sa rencontre d'Abidjan du 7 juin 2012. La réunion, qui a été conjointement présidée par l'Union africaine (UA), les Nations unies et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), a vu la participation de représentants de haut niveau des pays de la région et de partenaires internationaux.

2. La réunion a été ouverte par le Président par intérim de la République du Mali, M. Dioncounda Traoré. Elle est la première rencontre internationale à laquelle a pris part la nouvelle Présidente de la Commission de l'UA, Dr Nkosazana Dlamini-Zuma, depuis sa prise de fonction, le 15 octobre 2012.

3. La réunion a offert l'occasion d'examiner les derniers développements de la situation au Mali et d'interagir avec les autorités maliennes, en particulier le Premier Ministre et des Ministres du Gouvernement d'union nationale, sur la voie à suivre. La réunion a également examiné le projet de Concept stratégique pour la résolution des crises que connaît le Mali, élaboré par l'UA, en consultation avec les autorités maliennes, la CEDEAO, les Nations unies, l'Union européenne (UE) et d'autres acteurs internationaux.

4. La réunion a marqué la réintégration du Mali dans les efforts diplomatiques internationaux. Elle a donné l'occasion aux participants de s'unir dans la solidarité avec le peuple malien et de convenir avec l'État du Mali d'une mobilisation optimale en faveur de la réalisation de l'objectif du parachèvement de la restauration de l'ordre constitutionnel, ainsi que de celui de la préservation de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale du Mali. C'est dans cet esprit que les conclusions suivantes ont été adoptées:

a) La réunion a félicité la CEDEAO et les dirigeants de la région pour leur engagement et les efforts qu'ils ne cessent de déployer pour aider le Mali à surmonter les défis auxquels le pays est confronté. Elle a reconnu la contribution des pays du champ dans la lutte contre les réseaux terroristes et la criminalité transfrontalière organisée dans la région. La réunion a, en outre, exprimé sa satisfaction pour les initiatives prises par l'UA, y compris l'annonce faite par la Présidente de la Commission de l'UA de la prochaine nomination d'un Haut Représentant pour le Mali et le Sahel et de l'ouverture d'un Bureau de l'UA au Mali, ainsi que pour son rôle de coordination globale, conformément aux principes qui sous-tendent l'Architecture africaine de paix et de sécurité. La réunion s'est félicitée de la nomination par le Secrétaire général des Nations unies d'un Envoyé spécial pour la région du Sahel, M. Romano Prodi, ainsi que de l'adoption par le Conseil de sécurité des résolutions 2056 et 2071. Elle a félicité les autres acteurs internationaux, y compris l'UE, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) et les partenaires bilatéraux, pour leur contribution aux efforts en cours.

- b) La réunion s'est félicitée des progrès accomplis dans le règlement de la crise institutionnelle née du coup d'État du 22 mars 2012, notamment la formation du Gouvernement d'union nationale, le 21 août 2012. Dans le même temps, la réunion a réitéré la profonde préoccupation de la communauté internationale face à la situation qui prévaut dans le nord du Mali, soulignant qu'elle constitue une sérieuse menace à la paix et à la sécurité au Mali, dans la région et au-delà. Elle a aussi exprimé sa préoccupation face à la grave situation humanitaire sur le terrain.
- c) Mettant l'accent sur l'importance d'une direction nationale unie et de l'appropriation par le Mali des efforts de recherche de solutions durables aux crises auxquelles il est confronté, la réunion a appelé les autorités et les parties prenantes maliennes à redoubler d'efforts et à tirer pleinement profit de l'élan international actuel, notamment en:
- (i) renforçant la cohésion entre les institutions de la transition afin de faciliter la mise en œuvre des deux principales tâches de la transition, à savoir la restauration de l'autorité de l'État sur la partie nord du pays et l'organisation d'élections libres, régulières et transparentes, au cours du premier trimestre de l'année 2013;
 - (ii) élaborant, en priorité, à travers de larges consultations nationales et avec le soutien de la communauté internationale, une Feuille de route détaillée, avec des mesures concrètes assorties d'un chronogramme clair, sur la mise en œuvre des deux principales tâches de la transition, et ce en application des résolutions 2056 et 2071 du Conseil de sécurité;
 - (iii) établissant, le plus rapidement possible, la structure nationale envisagée pour mener les négociations avec les groupes armés maliens dans le nord prêts à s'engager dans un dialogue pour trouver une solution politique à la crise, sur la base du strict respect de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale du Mali, du rejet du terrorisme et de la criminalité transnationale organisée, ainsi que de la rébellion armée. La réunion a souligné que les négociations ne peuvent durer indéfiniment;
 - (iv) saisissant l'opportunité de la réunion du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA du 24 octobre 2012, consacrée à l'examen de la situation au Mali, pour fournir un calendrier sur la mise en œuvre des points 4 (c.ii) et (c.iii) ci-dessus;
 - (v) veillant au respect des droits de l'homme et de l'état de droit, en luttant contre l'impunité et en assurant une autorité pleine et effective des institutions civiles sur le pouvoir militaire, en conformité avec les résolutions et décisions pertinentes de la CEDEAO, de l'UA et de l'ONU, ainsi qu'avec les positions d'autres acteurs internationaux;

- (vi) prenant des mesures immédiates pour faciliter les efforts de la communauté internationale visant à répondre à la requête sur le déploiement d'une force militaire internationale, y compris en sensibilisant tous les acteurs concernés à cet égard.
- d) Les participants ont exprimé la détermination de leurs organisations et pays respectifs à maintenir l'élan international actuel et à apporter le soutien nécessaire aux efforts maliens visant à relever les défis qui se posent. À cet égard, tenant compte de la demande de soutien adressée par les autorités maliennes de transition à la CEDEAO, à l'UA, aux Nations unies, à l'UE et à d'autres partenaires, la réunion a:
- (i) salué le projet de concept stratégique, qui constitue une étape importante vers une plus grande coordination entre les acteurs internationaux et une approche globale des crises que connaît le Mali, à travers des mesures concrètes traitant des questions liées à la transition et à la gouvernance au Mali, à la restauration de l'autorité de l'État au nord, à la réforme du secteur de la sécurité, aux élections, à la stabilisation et à la consolidation de la paix, à la reprise des services de base et à l'assistance humanitaire, ainsi qu'au suivi;
 - (ii) noté que le CPS de l'UA examinera le projet de concept stratégique le 24 octobre 2012, en vue de son adoption et de sa transmission au Conseil de sécurité des Nations unies, afin qu'il puisse apporter son appui à ce Concept;
 - (iii) encouragé la CEDEAO, l'UA, les Nations unies et l'UE à accélérer, en collaboration avec les autres parties prenantes, la finalisation de la planification conjointe pour répondre à la demande faite par les autorités de transition du Mali pour la mise en place d'une force militaire internationale sous la conduite de l'Afrique, afin d'aider les forces armées maliennes à reconquérir les régions occupées du nord. À cet égard, la réunion a demandé aux trois organisations d'élaborer un programme de travail conjoint décrivant toutes les tâches à entreprendre en vue de finaliser la planification, y compris le concept d'opération, étant entendu que, dans toute la mesure du possible, toutes les activités y relatives devront être menées au Mali. Les participants ont affirmé attendre avec intérêt le rapport sur le déploiement envisagé et d'autres aspects connexes que le Secrétaire général des Nations unies doit présenter, conformément à la résolution 2071, et ont noté avec satisfaction la disponibilité du Conseil de sécurité à répondre à la demande des autorités de transition du Mali;
 - (iv) appelé à l'adoption de sanctions contre les réseaux terroristes et criminels, ainsi que contre les groupes rebelles maliens et les individus qui ne se démarquent pas des organisations terroristes et/ou refusent de s'engager dans un processus de négociation en vue de trouver une solution à la crise dans le cadre indiqué ci-

dessus, prenant à cet égard note de la disponibilité exprimée par le Conseil de sécurité à adopter des sanctions ciblées;

- (v) encouragé les pays du champ à intensifier leurs efforts de lutte contre les réseaux criminels et terroristes, en particulier à travers l'Unité de Fusion et de Liaison (UFL) et le Comité d'État-major opérationnel Conjoint (CEMOC), appelé à une meilleure coordination entre eux et la CEDEAO, et exhorté la Commission de l'UA à prendre toutes les mesures nécessaires à cette fin;
 - (vi) exhorté les États membres de l'UA et la communauté internationale dans son ensemble, y compris les organisations régionales et internationales, à mettre à la disposition des forces de défense et de sécurité maliennes le soutien requis en termes financier, logistique et de renforcement des capacités, en vue de leur permettre de jouer le rôle principal dans le rétablissement intégral de l'autorité de l'État sur la partie nord du pays et le démantèlement des réseaux terroristes et criminels, conformément à la résolution 2071 du Conseil de sécurité;
 - (vii) souligné l'impérieuse nécessité pour tous les acteurs internationaux concernés à coordonner étroitement leurs efforts en vue de relever les défis multiformes auxquels fait face la région sahélo-saharienne, en tenant compte, à cet égard, du rôle important de l'Envoyé spécial des Nations unies. Les participants ont convenu de tenir, dans un avenir proche, une réunion du Groupe de soutien et de suivi sur cette question, et se sont félicités de l'offre faite par l'UE d'abriter ladite réunion;
 - (viii) lancé un appel en faveur d'un soutien régional et international accru en vue de faire face aux besoins humanitaire immédiats, tant au nord du Mali que dans les pays voisins accueillant des réfugiés fuyant le conflit.
- e) Les participants ont fortement insisté sur l'importance cruciale que revêt un partenariat étroit et des relations de travail efficaces à tous les niveaux entre tous les acteurs internationaux concernés, y compris la CEDEAO, l'UA, les Nations unies, pour faciliter un soutien coordonné aux efforts menés par les Maliens. A cet égard, les participants ont souligné le rôle central de coordination du Groupe de soutien et de suivi, et ont exhorté les co-Présidents à élaborer rapidement, en consultation avec les autres parties prenantes, des modalités visant à renforcer le fonctionnement du Groupe et son efficacité.